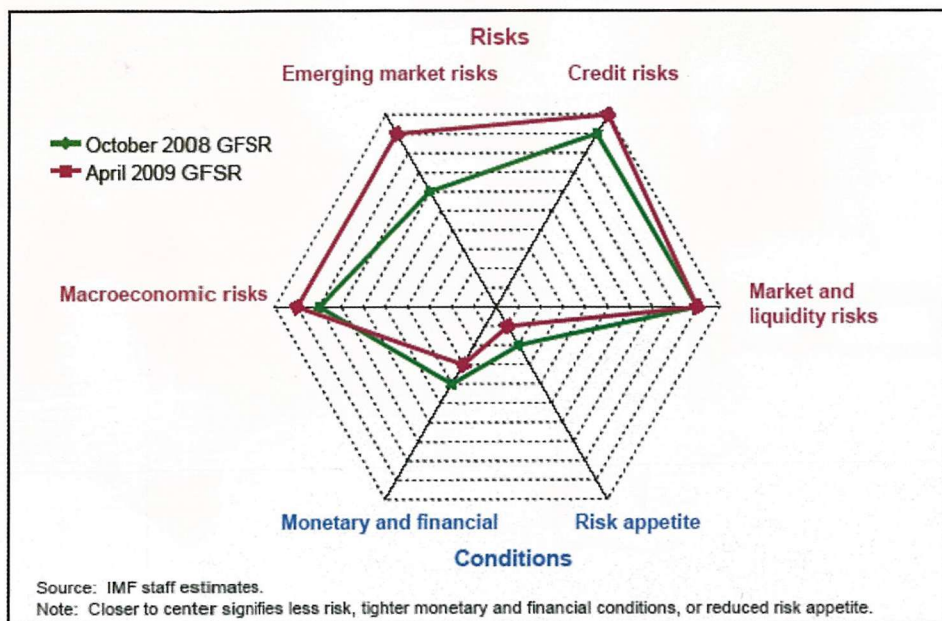


L'économie globale vit sa plus forte récession depuis la deuxième guerre mondiale. Les économies avancées ont été rapidement touchées par la crise financière et le reste du monde s'est considérablement ralenti du fait du resserrement du commerce international et des flux de capitaux provoquant une chute du PIB et une hausse du chômage. Les marchés du crédit se sont figés puisque les emprunteurs sont devenus plus frileux tandis que les banques cherchent à améliorer leur santé financière.

Cette crise s'est largement propagée à l'échelle internationale du fait de la mondialisation. Une étude du Fonds Monétaire International, "Global Financial Stability Report", parue en avril 2009, montre que les risques se sont globalement aggravés.

# LA PLACE BANCAIRE MONÉGASQUE

## *face à la crise financière*



Le risque de crédit a augmenté sous l'effet de l'incertitude concernant l'ampleur et la durée de la crise, renforcé par le chômage et la sous-capitalisation bancaire.

Les risques des marchés émergents ont subi la chute des flux de capitaux, provoquant des risques de solvabilité et de liquidité au niveau bancaire, ainsi que des possibilités de vente massive des filiales de banques dont les maisons mères sont basées dans les pays développés. La chute du commerce international a également touché les pays émergents.

Les risques de marché et de liquidités restent importants et les maturités à court terme. De plus, les conditions monétaires et financières reflètent des politiques pas toujours très efficaces qui font que l'appétit pour le risque a du mal à revenir.

Les risques macroéconomiques sont très élevés car les économies mondiales sont largement imbriquées.

Dans ce contexte, on a du mal à croire que la Principauté a été épargnée par la crise. Cependant, notre objectif ici est de voir si Monaco a les atouts nécessaires pour mieux résister à la crise et si elle a les forces positives pour en sortir rapidement.

Pour cela, nous examinerons les caractéristiques de la place bancaire monégasque, le type de clientèle concernée et les opérations bancaires privilégiées pour voir pourquoi Monaco parvient à faire face aux fluctuations des marchés et leurs conséquences économiques. Par la suite, nous verrons qu'une orientation récente des activités financières monégasques vers le développement durable pourrait représenter une voie de sortie de la crise.

### Les atouts :

*proximité,  
professionalisme et  
stabilité politique*

La place bancaire monégasque a une assise reconnue tant au niveau national qu'international. Elle représente 18% du CA du secteur privé et 7% des salariés à Monaco. Elle est essentiellement composée de sociétés de gestion d'actifs (OPCVM et portefeuille) et de banques, principalement orientées vers la gestion privée. Ces activités sont certes impactées par la crise financière actuelle, mais la clientèle multinationale (répartie sur l'Europe : Italie, Angleterre, Espagne, Allemagne... et aussi sur le reste du monde) permet de diversifier la demande. En effet, 73% des clients et 67% des actifs sous gestion émanent des non-résidents en Principauté. Sachant que 55% des actifs sous gestion sont placés en dépôts et obligations, le risque encouru est moindre. D'autant plus que, la clientèle étant divisée et les dépôts moyens par compte ou par client étant modérés, le risque reste limité. Surtout qu'il n'y a pas de banque d'investissement à Monaco.

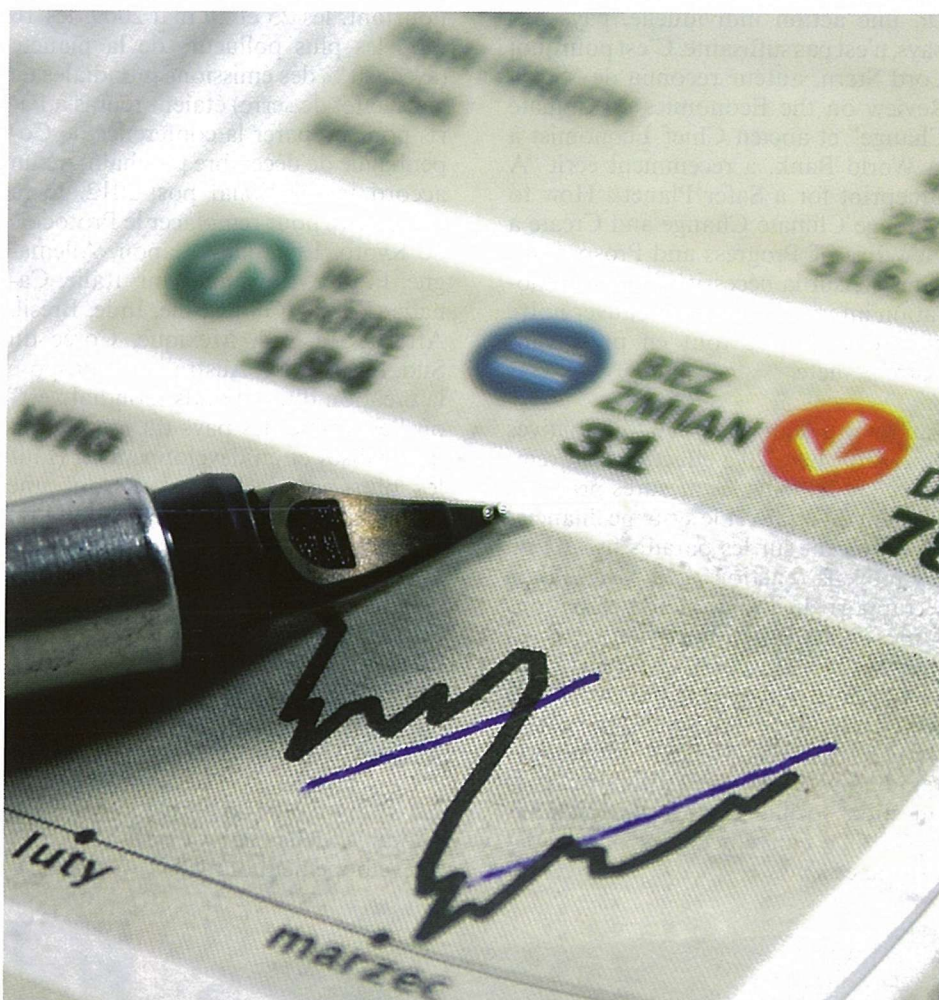
Le marché du crédit est certes impacté par la crise financière, mais à Monaco, la part des crédits ne représente que 12% par rapport à l'ensemble des actifs gérés (75 md€ au 31.12.08). En fait, les établissements monégasques exercent peu d'activité de "retail" et "corporate".

En général, les particuliers demandent des crédits pour le financement de la trésorerie, de la consommation ou de l'équipement et de l'immobilier. Pour les crédits aux entreprises (professionnels, collectivités territoriales et associations), il y a trois grands types de crédits : le financement de la trésorerie, le financement du cycle d'exploitation et le financement des équipements et investissements.

À Monaco, les crédits habitats représentent 30% des encours crédits avec une prédominance des crédits hypothécaires (pour l'immobilier à Monaco et dans les communes limitrophes, pour les bateaux...). L'autre composante importante des crédits monégasques sont constitués par les crédits d'accompagnement aux entreprises sur Monaco et les pays frontaliers. Comme la place est essentiellement tournée vers le négoce, les investissements industriels sont majoritairement réalisés hors Principauté. En fait, les activités les plus gérées en Principauté portent sur les flux et les concours liés à l'international, tels que le Credoc, les Assurances crédit, etc...

Ces activités connaissent évidemment un ralentissement du fait de la crise financière, mais à Monaco cet impact est moins marqué que dans les autres pays européens. Dernièrement, les demandes émanant des particuliers ont plutôt augmenté. En effet, pour éviter les moins-values engendrées par la vente de leurs actifs dévalorisés, les clients recherchent des crédits relais. Mais cela concerne une clientèle faiblement endettée. Au niveau "corporate", de nombreux clients repoussent certains projets de développement, d'investissement et de croissance externe. Cependant, comme la proximité est une caractéristique des banques monégasques, les entrepreneurs ont plus de facilités pour communiquer avec leur conseiller et mettre en place les solutions qui permettront de gérer les difficultés engendrées par un environnement peu favorable aux affaires. De plus, les contacts avec les autorités sont faciles et constructifs. La communication privilégiée avec la clientèle bancaire permet de prévenir les difficultés souvent avant qu'elles ne surviennent ou de les prendre en charge rapidement.

Pour les opérations de change et de bourse, la crise mondiale a eu des répercussions en Principauté, mais les financiers ont su rassurer et conseiller d'attendre la fin des turbulences tant que leur situation le permettait. Cela a évité un mouvement de panique qui aurait été désastreux.



© Adam Tomasiak - Fotolia.com

Il est rassurant de savoir que les banques monégasques sont toutes rattachées à la Commission Bancaire et qu'elles sont adossées à de grandes banques françaises ou internationales. Le professionnalisme des banquiers et le profil de la clientèle en Principauté a également permis une stabilisation des activités de gestion de fortune après une courte baisse due aux aléas des marchés financiers. C'est pourquoi, à Monaco, la gestion de portefeuille a été peu touchée par la crise.

Donc, du fait de ses caractéristiques intrinsèques et l'orientation de ses activités, la place financière monégasque a mieux résisté à la crise que ses consœurs internationales. Certains éléments nous permettent également de penser qu'elle sortira plus facilement des turbulences financières. En effet, la Principauté bénéficie d'un risque-pays et d'une stabilité politique très favorables aux affaires car elle garantit la sécurité des personnes et des biens. Au niveau bancaire, ses institutions sont solides tant dans leur gestion que dans la composition de leurs équipes. Pour être leader dans son domaine, la place bancaire monégasque s'est appuyée sur un environnement attractif par sa géographie, son

climat, sa fiscalité,... pour drainer les meilleures compétences mondiales.

### **"Sortir du rouge avec du vert" :**

*Une nouvelle orientation monégasque ?*

La crise économique récente a montré les limites du modèle de croissance actuel qui exerce des pressions trop fortes sur l'environnement. Dans son ouvrage "Pour sauver la planète, sortez du capitalisme", publié en janvier 2009, Hervé Kempf, journaliste au Monde, critique le capitalisme qui parasite le système. Un autre livre, intitulé "C'est Maintenant !", écrit par Jean-Marc Jancovici, expert du climat, et Alain Grandjean, économiste, est sorti à la même période aux éditions du Seuil. Comme Kempf, ils prônent la décroissance des biens matériels ("on va devoir se faire à l'idée d'être plus heureux avec moins") et le courage politique d'expliquer que le bien-être de l'Homme ne réside pas dans une consommation de masse: le capitalisme s'effondre, profitons-en pour refaire le monde!

Or, une action individuelle, pays par pays, n'est pas suffisante. C'est pourquoi Lord Stern, auteur reconnu de "Stern Review on the Economics of Climate Change" et ancien Chief Economist à la World Bank, a récemment écrit "A Blueprint for a Safer Planet : How to Manage Climate Change and Create a New Era of Progress and Prosperity". Il insiste sur la nécessité d'une collaboration internationale pour sauver notre prospérité future tout en préservant notre planète.

Au niveau mondial, peu d'initiatives émergent. Le G20 a effectivement remplacé le G8, mais les mesures prises ne visaient qu'à sauver le système financier en légiférant sur les paradis fiscaux ou les moyens d'action du FMI. Malgré le rapport du Programme des Nations Unies sur l'Environnement (PNUE) proposant un "new deal vert" de 750 milliards de dollars et la proposition de M. Ban Ki-Moon, le secrétaire général de l'ONU, en mars 2009, de considérer, à côté de la question financière, la question sociale et environnementale, le G20 n'a émis aucune recommandation en ce sens.

Pourtant, les 25 et 26 mai 2009, les 16 pays les plus pollueurs de la planète (avec 80 % des émissions mondiales de gaz à effet de serre) étaient réunis à Paris pour préparer la conférence de Copenhague de décembre prochain, où un accord international post-2012 devra être trouvé pour remplacer le Protocole de Kyoto. États-Unis, Japon, Allemagne, France, Royaume-Uni, Italie, Canada, Russie (G8), Chine, Inde, Brésil, Afrique du Sud, Mexique, Corée du Sud, Indonésie et Australie ont proposé la création d'un "Fonds mondial vert" où l'ensemble des pays du monde, industrialisés et en développement (sauf les plus pauvres) constitueront une réserve d'argent destinée à combattre le réchauffement. Il sera alimenté par tous les États de la planète "en proportion de leurs émissions de gaz à effet de serre historiques, de leurs émissions actuelles et de leur PIB". Une concrétisation pourrait se faire lors d'une prochaine réunion prévue les 22 et 23 juin 2009 au Mexique.

En Principauté, le terme le plus répandu actuellement est certainement le "développement durable".

C'est vrai au niveau scientifique, environnemental, mais aussi économique et financier. L'investissement socialement responsable allie une bonne conscience humanitaire à une bonne performance financière. Comme cet investissement est à long terme, il est moins sujet aux fluctuations et à la volatilité des marchés financiers. De nombreuses banques monégasques se sont déjà engagées sur ce segment, comme le fonds de fonds CFM Environnement Développement Durable depuis 2003 ou la Barclays qui gère des droits sur le marché du carbone.

Donc, si on veut trouver une sortie de la crise, on pourrait combiner les instruments financiers et les objectifs environnementaux et sociaux. En effet, les fonds éthiques ou autres fonds verts offrent des rendements intéressants. De plus, la finance durable considère, à côté des indicateurs purement financiers, l'environnement, le mode de gouvernance et le comportement social.

La microfinance est un autre moyen pour intégrer le social et la morale dans les stratégies de placement. Le marché des microcrédits permet à la fois de lutter contre la pauvreté et de rentabiliser son investissement. Par exemple, le Crédit Suisse propose à ses clients monégasques des "Charity Notes". La microfinance est un bon moyen de diversifier les investissements des clients des pays avancés tout en étant solidaires des pays pauvres. C'est un bon moyen pour que le secteur privé finance intelligemment et utilement le développement à l'échelle planétaire.

Finalement, dans une économie mondialisée, il n'est plus possible de se concentrer sur sa propre destinée sans considérer le contexte mondial. Les économies ont toutes été infectées par le virus de la crise et une voie de guérison serait un vaccin profitable à tous les pays, avancés et en voie de développement. On ne peut plus se focaliser sur un pays ou une région car les enjeux sont devenus planétaires.

En conclusion, la Principauté a mieux résisté que d'autres économies à la crise financière et elle a les moyens d'en sortir plus rapidement. Justement, son orientation vers le développement durable peut être un atout supplémentaire qui lui permettra non seulement de quitter les turbulences financières, mais aussi d'être leader dans ce domaine.

